



# Assemblée générale

## AG/PAL/1215

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Comité pour l'exercice des droits  
inaliénables du peuple palestinien  
338<sup>e</sup> séance – après-midi

**« L'ADHÉSION À L'ONU N'EST PAS UNE PROVOCATION MAIS L'EXERCICE D'UN  
DROIT NATUREL » DÉCLARE L'OBSERVATEUR PALESTINIEN  
AU COMITÉ DES DROITS DE SON PEUPLE**

L'Observateur de la Palestine a assuré aujourd'hui devant le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien que les efforts de son pays, pour une pleine adhésion aux Nations Unies et à ses agences, ne relevaient pas d'une provocation mais au contraire, de l'exercice d'un droit naturel.

Voir pour la première fois, le 13 décembre 2011, le drapeau palestinien flotter devant un bâtiment des Nations Unies, l'UNESCO\*, ouvre la voie à un État palestinien reconnu partout au sein des Nations Unies et de la communauté internationale, a souligné M. Riyad Mansour.

C'est le 31 octobre dernier que la Palestine a été admise à l'UNESCO par 117 voix pour, 14 voix contre et 52 abstentions, provoquant le gel de la contribution financière des États-Unis à cette agence des Nations Unies.

Commentant aujourd'hui la Déclaration que le Quatuor\*\* a publié hier après une visite à Jérusalem et demandant aux deux parties de renoncer à tout acte de provocation, l'Observateur a fermement affirmé que la Palestine, dans sa volonté de rejoindre la communauté des Nations, poursuivait un processus politique, totalement légal. Ce sont les pratiques israéliennes qui sont, elles, des actes illicites et une provocation, a-t-il dénoncé.

Il a pourfendu les actions punitives prises par Israël, après l'admission de la Palestine à l'UNESCO et a rappelé qu'aucun consensus sur une adhésion à l'ONU n'avait été trouvé au Conseil de sécurité, bien qu'une majorité de ses membres y soit favorable. Un seul État y étant ouvertement opposé, a souligné M. Riyad Mansour.

L'Observateur de la Palestine a rappelé que le Président Abbas est actuellement en visite dans les capitales européennes pour poursuivre le processus de consultation et convenir des mesures à prendre à l'avenir. Il a noté que les autorités israéliennes n'avaient pas encore réagi à la proposition du Quatuor visant à ce que les deux parties préparent des propositions dans un délai d'un mois sur les questions liées aux frontières et à la sécurité.

En début de séance, le Président du Comité, M. Abdou Salam Diallo, a souligné que le 30 novembre dernier, le Gouvernement israélien avait finalement débloqué les 100 millions de dollars de recettes fiscales palestiniennes retenues illégalement depuis le mois d'octobre.

\* Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

\*\* Le Quatuor est composé des États-Unis, de la Fédération de Russie, des Nations Unies et de l'Union européenne

En revanche, depuis la dernière réunion du Comité, les autorités israéliennes ont continué d'approuver de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Le Président du Comité a déploré des cas de violence quasiment quotidiens de la part de colons israéliens et, les informations émanant d'une coalition de 20 organisations non gouvernementales qui indiquent que la destruction de logements à Jérusalem-Est avait entraîné le déplacement de 1 000 Palestiniens en 2011, soit le double de l'année dernière.

Le Comité a accueilli aujourd'hui chaleureusement l'Arabie saoudite comme nouvelle observatrice. « Votre présence à nos côtés nous aidera à mettre en œuvre plus efficacement notre mandat, compte tenu de votre poids diplomatique au Moyen-Orient et dans le monde », a dit le Président, rejoint par l'Observateur de la Palestine.

Le Comité a aussi été informé des activités organisées par le Département de l'information dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, le 29 novembre dernier, à New York mais aussi à Djakarta, Dar-es-Salaam, Moscou, Pretoria, Bakou et Mexico.

Son Président a indiqué que serait organisé, au Caire les 6 et 7 février 2012, le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien. Cette manifestation, qui s'articulera autour de la question du coût de l'occupation israélienne, entend attirer l'attention sur le fait que cette occupation est l'obstacle majeur au développement socioéconomique de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, a expliqué M. Diallo.

Enfin, il a invité les délégations à participer, le 19 janvier à New York, à un exposé sur les questions juridiques liées au logement, à la terre et à la propriété dans les territoires palestiniens, à l'initiative du « Norwegian Refugee Council ».

\* \*\*\* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel